

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTUNION DISTRIBUTION

Quartier Salignan - CS 90137
84400 Apt

Références : D-00334-2024
Code AIOT : 0006400455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2024 dans l'établissement APTUNION DISTRIBUTION implanté SALIGNAN 84400 APT. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTUNION DISTRIBUTION
- SALIGNAN 84400 APT
- Code AIOT : 0006400455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société APTUNION INDUSTRIE SAS exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits.

Les activités exercées par APTUNION INDUSTRIE SAS sur son site de Salignan sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 juillet 2018, du 25 septembre 2019, du 20 juillet 2020, du 20 juillet 2021 et du 20 mars 2023.

Le site n'est pas soumis à garanties financières, il n'entre pas dans le champ d'application de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 4.2.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 12	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions relatives aux usages de l'eau, hormis pour l'eau du réseau dont la consommation ne nous a pas été fournie. L'exploitant n'avait pas connaissance des restrictions applicables en cas de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Société du canal de Provence : 300000 m³/an

Réseau public : 6000 m³/an

Constats :

Constats

Distribution de l'eau sur le site:

L'exploitation possède deux sources d'approvisionnement en eau, d'une part la Société du Canal de Provence et d'autre part le réseau d'adduction d'eau potable public dont les prélèvements maxima annuels sont encadrés par l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021. Il existe un schéma de tous les réseaux d'alimentation et de collecte conformément à la prescription de l'article 5.1 de ce même arrêté.

Les différents postes de consommation sont les suivants:

L'eau du Canal de Provence alimente l'ensemble des usages industriels du site, à savoir le nettoyage des lignes de production, la préparation du gélifiant, de la saumure de conservation et du sirop, le rinçage des fruits, le blanchiment des fruits à la vapeur ainsi que le nettoyage et l'entretien des locaux. Elle permet également l'arrosage à faible fréquence d'une plantation de haie au goutte-à-goutte.

L'exploitant précise que cette eau est potabilisée par la Société du Canal de Provence pour Aptunion et Frulact.

L'eau de ville alimente quant à elle le bâtiment principal, les sanitaires de l'ensemble de l'usine et elle peut être utilisée en secours en cas de problème sur le réseau de la Société du Canal de Provence.

L'exploitant précise que la consommation d'eau et la production de l'exploitation sont relativement constants au cours de l'année.

Origine de l'eau prélevée:

L'eau fournie par la Société du Canal de Provence provient d'un bief de la Durance, dont le code masse d'eau est: FRDR275

L'eau du réseau public provient du lieu-dit Fangas à proximité d'Apt, dont le code masse d'eau est : FRDG226

<p>Coordonnées des points de prélèvements:</p> <p>Compteur de la Société du Canal de Provence: 889479; 6312672 Compteur principal de l'eau du réseau public: 889711; 6312775 Compteur secondaire de l'eau du réseau public: 889680; 6312493</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Présence de compteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux types de prélèvements disposent d'un compteur conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>L'eau de ville est prélevée en deux points différents du site, un principal et un secondaire. Elle dispose donc de deux compteurs. Il existe un système de lecture sur place, mais il est difficile d'accès.</p> <p>Le compteur du réseau de la Société du Canal de Provence indiquait le jour de l'inspection : 501 970 m³. Un autre compteur était présent à proximité de celui-ci sans précision sur l'utilité. Il indiquait le jour de l'inspection : 2 780 385 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Société du canal de Provence : 300000 m³/an</p> <p>Réseau public : 6000 m³/an</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements d'eau ont été relevés lors de l'inspection sur la base d'un registre informatique.</p> <p>Pour l'eau de ville, le relevé n'a pas été effectué puisque son usage est réservé aux sanitaires.</p> <p>En 2023, le prélèvement était de 215 205 m³</p> <p>En 2022, le prélèvement était de 235 366 m³</p> <p>En 2021, le prélèvement était de 226 285 m³</p> <p>L'exploitant précise que des dépassements sur les prélèvements d'eau de ville ont eu lieu ces dernières années et les explications suivantes ont été données.</p> <p>Il indique qu'une panne majeure de l'usine de potabilisation du réseau de la Société du Canal de Provence est survenue en 2021. En conséquence, l'eau de ville a été utilisée pour l'activité industrielle. Pour les autres années, les surpresseurs du réseau d'eau de ville ont été sujets à des problèmes. Ces surpresseurs ont été changés à la fin de l'année 2023, donc la quantité d'eau de ville prélevée devrait être réduite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

Les compteurs sont relevés une fois par semaine et un registre hebdomadaire est tenu sous la forme d'un fichier informatique. Toutefois, la Société du Canal de Provence permet de suivre en ligne la consommation journalière, mensuelle et annuelle. Donc le registre peut être considéré comme journalier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a effectué ses déclarations sur GEREP jusqu'en 2022.</p> <p>Les prélèvements totaux dans le milieu naturel déclarés sont les suivants :</p> <p>2022 : 233 545 m³ 2021 : 249 714 m³ 2020 : 221 138 m³</p> <p>Les prélèvements totaux d'eau de ville déclarés sont les suivants :</p> <p>2022 : 8 321 m³ 2021 : 14 205 m³</p>

<p>2020 : 5 136 m³</p> <p>Les rejets isolés dans le Coulon déclarés sont les suivants :</p> <p>2022 : 288 123 m³</p> <p>2021 : 314 956 m³</p> <p>2020 : 257 311 m³</p> <p>L'exploitant précise que les rejets isolés incluent les eaux rejetées par l'entreprise Frulact.</p> <p>Les prélèvements d'eau de ville excèdent le maximum autorisé par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 (cf point de contrôle n°3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La date butoire pour effectuer la déclaration sur GEREPE de l'année 2023 est fixée au 31 mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance de l'obligation de déclarer ses volumes d'eau prélevés journalièrement en période de restriction sécheresse lorsque les niveaux de gravité alerte renforcée ou crise sont en vigueur. Il n'a pas non plus connaissance de la zone de gestion sécheresse concernant son prélèvement majoritaire, et par extension des restrictions sécheresse passées. Il se renseignera auprès de la Société du canal de Provence à ce sujet. A priori, le prélèvement majoritaire doit être effectué sur le secteur « moyenne Durance » mais il est possible que ce soit sur le secteur « basse Durance ». Par contre, l'exploitant a connaissance de l'existence du site VigiEau pour s'informer sur les restrictions sécheresse en cours.</p> <p>Il sera nécessaire de prendre connaissance des différents arrêtés de restriction en cours et de télédéclarer les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés selon la démarche la démarche suivante : lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant</p>

<p>transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> <p>Les conditions d'application des restrictions sont décrites dans le point de contrôle suivant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a connaissance du PSH et projette de le réaliser en 2024, potentiellement avec le recrutement d'un stagiaire. Des solutions ont déjà été mises en œuvre pour réduire les prélèvements d'eau et des réductions ont été constatées entre 2021 et 2023. L'entreprise doit également satisfaire les exigences de Nestlé en matière d'économie d'eau mais elle possède également plusieurs certifications (EcoVadis, RSE, environnement, eau).</p> <p>L'exploitant précise cependant pouvoir faire face aux restrictions sécheresse sans PSH.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>